

Cancers des enfants : les autorités ferment les yeux

15 septembre 2020 / Célia Izoard (Revue Z)



Pour toute explication à la multiplication du nombre de cancers, l'État met en avant les comportements individuels, niant les facteurs environnementaux. Pourtant, 500 enfants meurent de cancer chaque année et ce nombre augmente.

La première partie de cette enquête est à lire [ici](#). Elle a été initialement publiée dans « Fumées noires, Gilets jaunes », le dernier numéro de la Revue Z, [disponible en librairie](#).

En août 2019, dans la salle d'attente du **CHU** de Rouen (Seine-Maritime), où sa fille de cinq ans est soignée pour un neuroblastome, Charlène Bachelet a discuté avec une autre mère, qui vit dans la commune voisine, en bord de Seine, et dont l'enfant est lui aussi atteint d'un cancer. Au fil d'une petite enquête, elles ont dénombré, dans un rayon de dix kilomètres autour de leur domicile respectif d'Igovie (Eure), notamment dans la commune voisine de Pont-de-l'Arche, en bord de Seine, une dizaine de cas d'enfants atteints, pour la plupart, de cancers du sang — soit un taux cent fois supérieur au nombre de cas attendus.

Pendant que l'enquête ouverte par l'Agence régionale de santé et Santé publique France suit son cours, Charlène Bachelet, policière municipale, a mûri quelques hypothèses : *« Nous, on n'est vraiment pas bio dans la famille, mais certains enfants malades mangent bio depuis leur naissance. Nos habitudes de vie sont très différentes. Par contre, on a presque tous un petit potager, et dans le voisinage immédiat, on a une grosse usine de pâte à papier, une usine de métallurgie et une usine de produits vétérinaires. »*

Des histoires semblables, il y en a dans toute la France. Dans des communes limitrophes du Haut-Jura, dix enfants de six mois à treize ans ont des cancers, [apprenait-on en novembre 2019](#) ; de même en Loire-Atlantique, dans le voisinage de Sainte-Pazanne, où, depuis 2015, [17 cas ont été recensés dans la même zone](#). Un questionnaire de 47 pages a été soumis aux parents, une batterie de prélèvements a été effectuée dans l'école et autour d'un ancien site industriel voisin. Mais, une fois écartée la présence d'une source de toxicité aiguë, l'enquête s'est arrêtée en novembre 2019. Conclusion : il s'agirait d'un *« regroupement spatio-temporel sans cause commune identifiée »*. En d'autres termes, il y a bien un taux anormal de cancers, mais l'Agence régionale de santé n'a rien trouvé pour l'expliquer.

« Santé publique France assure qu'on ne peut pas faire d'études épidémiologiques à partir de regroupements de cas à l'échelle des communes, pour des raisons de méthodologie, s'insurge Marie Thibaud, mère d'un enfant malade à Sainte-Pazanne et thérapeute familiale. Mais, si elle ne peut pas le faire, qui peut ? Ils auraient pu aller voir quels produits sont utilisés dans les cultures agricoles aux alentours, s'intéresser aux [effets cocktail](#). Les enfants ont le cancer, ils

n'ont ni bu ni fumé, il y a forcément des causes environnementales. » Face à ce qu'elle résume comme « *une volonté de ne pas chercher et de ne pas trouver* », Marie Thibaud a créé avec une trentaine de parents le collectif **Stop aux cancers de nos enfants**. Ils ont lancé une collecte sur Internet pour financer des analyses de l'environnement et des prélèvements sur les cheveux d'une vingtaine d'enfants, afin d'y tester la présence de 1.800 polluants organiques et 36 métaux toxiques.

« Il faudrait développer une science de l'exposition aux polluants »

En Europe, au cours des trente dernières années, les cancers de l'enfant ont augmenté de 1 à 2 % par an. En France, on recense 2.500 cas chaque année, 500 enfants en meurent. « *500 enfants par an ! Vous imaginez, si un accident de bus tuait chaque mois quarante enfants ?* » interroge André Cicoella, toxicologue. *Le problème serait pris au sérieux !* » Mais « *tout se passe comme si, dans les esprits, la priorité en matière de gravité et d'urgence était par principe liée aux risques infectieux, comme si la contamination chimique était par nature incertaine quant à ses effets sanitaires.* » On pense à l'émoi que déclenche chaque année l'apparition de foyers de rougeole, qui donnent lieu à une surveillance systématique département par département et à une mobilisation générale des services de santé. Depuis 2008, en France, la rougeole a causé... 17 morts. Pour le toxicologue, l'augmentation des cancers de l'enfant, preuve accablante de la dégradation de nos milieux de vie, justifie d'urgence une vraie refonte des méthodes. « *Le système dysfonctionne, parce qu'on se cantonne à l'épidémiologie, alors qu'il faudrait développer une vraie "expologie", une science de l'exposition aux polluants, croisée à une approche toxicologique et épidémiologique. Il faut aussi cesser d'aligner l'action publique sur les exigences de production de la vérité scientifique. Dans le domaine de la science, il est sain d'entretenir le doute et de ne jamais considérer un résultat comme définitif. Dans le domaine de la santé publique, c'est désastreux. Il faut agir à partir du moment où on a un certain niveau de probabilité.* » Dans bien des cas, c'est maintenant.

Lire aussi : **Cancers : l'incroyable aveuglement sur une hausse vertigineuse**

Source : Célia Izoard pour *Revue Z*

Dessin : © Étienne Gendrin/Reporterre

- Emplacement : Accueil > Enquête >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/Cancers-des-enfants-les-autorites-ferment-les-yeux>